

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2025-24 du 20 juin 2025

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. A la suite de l'aval du président Trump, le groupe japonais Nippon Steel a finalisé l'acquisition de US Steel
2. La Maison Blanche publie un *executive order* précisant partiellement la mise en œuvre de l'accord commercial avec le Royaume-Uni

### Climat – énergie – environnement

3. Le département de l'intérieur publie un rapport sur les ressources pétrolières et gazières non découvertes sous les terres fédérales

### Transport et infrastructure

4. Les États-Unis annoncent une coopération multilatérale sur la mobilité aérienne avancée avec le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande

### Agriculture et industrie agroalimentaire

5. Les organisations professionnelles agricoles américaines expriment de vives critiques vis-à-vis du rapport MAHA

### Numérique et innovation

6. Le sénat de l'État de New York adopte le RAISE Act encadrant les risques posés par les modèles d'IA puissants

### Santé

7. Le Commissaire de la FDA M. Makary affirme vouloir transformer son agence

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. A la suite de l'aval du président Trump, le groupe japonais Nippon Steel a finalisé l'acquisition de US Steel

Le 18 juin 2025, le groupe japonais Nippon Steel a [annoncé](#) avoir finalisé l'acquisition de l'entreprise américaine US Steel pour un montant de 14,1 Md\$, mettant un terme à dix-huit mois d'incertitudes autour de cette opération. Pour rappel, le président Biden avait bloqué ce projet en janvier 2025 pour des raisons de sécurité nationale. Le 13 juin, le président Trump avait [autorisé](#) la transaction par décret présidentiel en la soumettant à certaines conditions. Conformément à cette décision, Nippon Steel et US Steel ont conclu un accord de sécurité nationale avec le gouvernement américain, prévoyant notamment l'émission par US Steel d'une « *golden share* » conférant au président américain un droit de veto sur tous transferts de production ou d'emplois à l'étranger, réduction d'investissements, changement de nom ou de siège social, acquisitions, ou fermetures de sites existants. L'accord prévoit des engagements complémentaires dont un investissement additionnel de 11 Md\$ d'ici à 2028, le maintien du siège social de US Steel à Pittsburgh, une majorité de citoyens américains au conseil d'administration, la nomination de citoyens américains aux postes de direction clés, le maintien de la capacité de production d'acier sur le sol américain pour répondre à la demande nationale, et l'interdiction d'interférer dans la capacité de US Steel à mener des actions commerciales en vertu de la législation américaine.

## 2. La Maison Blanche publie un *executive order* précisant partiellement la mise en œuvre de l'accord commercial avec le Royaume-Uni

Le 16 juin 2025, en marge du G7, Le premier ministre K. Starmer et le président D. Trump sont [convenus](#) de la mise en œuvre de l'accord commercial annoncé le 8 mai 2025 [voir les [Brèves sectorielles](#) du 9 mai 2025]. La Maison-Blanche a publié dans la foulée un [executive order](#) (EO) précisant partiellement sa mise en œuvre sur les volets automobile et aérospatial :

- **Automobiles et pièces automobiles** : cet EO instaure un contingent tarifaire annuel de 100 000 automobiles soumises à un droit de douane de 10 % (7,5 % plus le droit « nation la plus favorisée » de 2,5 %), qui sera effectif 7 jours après publication de l'EO au registre fédéral. Certaines pièces [automobiles britanniques destinées à des véhicules britanniques](#) seront également soumises à un **droit réduit à 10 %**, à compter de la publication d'un avis au registre fédéral, qui sera publié 7 jours après la publication de l'EO au registre fédéral.
- **Aérospatial** : les importations du Royaume-Uni relevant de l'Accord OMC sur le commerce des aéronefs civils ne seront plus

soumises aux droits additionnels « réciproques », ni aux droits additionnels de 50% visant l'acier et l'aluminium.

A noter que la date et les conditions de mise en œuvre de contingents tarifaires pour les produits en acier, en aluminium et les produits dérivés de l'acier et de l'aluminium originaires du Royaume-Uni restent à déterminer : « *At a future time that the Secretary, in consultation with the United States Trade Representative, deems appropriate, the Secretary shall design and establish a tariff-rate quota for aluminum [and steel] articles and derivative aluminum [and steel] articles that are products of the United Kingdom, consistent with the General Terms and the purpose of this order.* »

## Brèves

- Le 17 juin 2025, la présidente de la Commission européenne, U. von der Leyen, a rencontré le président D. Trump en marge du G7, et aurait [réitéré](#) son engagement à accélérer les négociations commerciales. Sur X, la présidente U. von der Leyen [rapportait](#) samedi 14 juin 2025 un appel avec le président D. Trump au cours duquel elle avait également réaffirmé « *notre engagement à parvenir à un bon accord d'ici au 9 juillet* ».
- Le 18 juin 2025, le département du Trésor a [sanctionné](#) 5 individus affiliés à un cartel mexicain désigné comme organisation terroriste et impliqué dans le trafic illégal de stupéfiants.
- Le 18 juin 2025, le département du Trésor a délivré une [licence générale](#) relative au régime de sanctions Russie permettant certaines transactions en lien avec le projet Sakhaline-2 jusqu'au 19 décembre 2025.

# Climat – énergie – environnement

## 3. Le département de l'intérieur publie un rapport sur les ressources pétrolières et gazières non découvertes sous les terres fédérales

Le département de l'intérieur a [annoncé](#) la publication d'un [rapport](#) de l'US Geological Survey dans lequel sont estimées à 29,4 milliards de barils de pétrole (vs. une consommation quotidienne mondiale d'environ 104 millions de barils et une consommation quotidienne américaine de 20 millions de barils) et environ 11 100 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel (vs. une consommation quotidienne mondiale de 11 milliards de m<sup>3</sup> et une consommation quotidienne américaine de 2,5 milliards de m<sup>3</sup>) les ressources non découvertes mais techniquement exploitables situées sous les terres fédérales américaines. Le communiqué précise que ces quantités pourraient couvrir environ 4 années de consommation nationale de pétrole et

près de 12 ans de consommation de gaz aux niveaux actuels. Par comparaison, les dernières estimations de 1998 faisaient état de 7,86 milliards de barils de pétrole et 5 695 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, mais ne prenaient pas en compte les ressources non conventionnelles comme le gaz de schiste ou le pétrole "tight", désormais incluses dans l'inventaire en lien avec le développement des technologies comme la fracturation hydraulique. Le communiqué précise également que ce rapport aidera à guider les décisions en matière de gestion des terres, de sécurité énergétique et de développement économique, tout en soulignant l'importance de tenir compte des données scientifiques pour établir la planification énergétique du pays.

## Brèves

- Le 12 juin 2025, la Maison Blanche a [publié](#) un mémorandum présidentiel révoquant celui du [27 septembre 2023](#) dont la mise en œuvre s'est traduite par l'accord « [Columbia Basin Restoration Initiative](#) » qui prévoyait le démantèlement de quatre barrages hydroélectriques d'une puissance totale de 3 GW sur la Lower Snake River. Le mémorandum du président D. Trump précise que celui de 2023, dont le but était la restauration des populations de poissons migrateurs, en particulier le saumon, accorde « *une priorité excessive au traitement équitable des poissons et à des préoccupations déplacées concernant le changement climatique, au détriment des intérêts de la Nation en matière de ressources énergétiques fiables et des besoins des citoyens américains* ».
- Le 12 juin 2025, le département de l'intérieur a [annoncé](#) la publication d'un appel à manifestation d'intérêt concernant la possibilité de concession minière des fonds marins au large des côtes des Samoa américaines. Cet appel, qui sera publié dans le registre fédéral dans les prochains jours, ouvrira une période de consultation publique de 30 jours et marquera la première étape officielle vers ce qui pourrait être la première vente de droits miniers dans les eaux fédérales depuis plus de 30 ans. Le communiqué précise que cette action s'inscrit dans la stratégie d'évaluation de nouvelles opportunités d'exploitation de minéraux critiques, conformément au décret présidentiel du 24 avril 2025 « [Libérer les minéraux et ressources critiques offshore des Etats-Unis](#) ».
- Le 17 juin 2025, l'Environmental Protection Agency (EPA) a [annoncé](#) avoir mené avec le US Department of the Army (armée de terre) une série de consultation sur l'application de la loi sur l'eau propre (Clean Water Act), en particulier concernant la définition des « eaux des Etats-Unis » (Water Of The United States). Le communiqué précise que les parties prenantes ont demandé plus de stabilité et de clarté réglementaires, le respect de la diversité hydrologique du pays, et une meilleure coopération entre les autorités fédérales, étatiques et locales. L'EPA et l'US Department of the Army prévoient de publier une proposition de règlement dans les prochains mois, avec l'objectif de finaliser la nouvelle règle d'ici à la fin de l'année 2025.

# Transport et infrastructure

## 4. Les Etats-Unis annoncent une coopération multilatérale sur la mobilité aérienne avancée avec le Royaume-Uni, le Canada, l’Australie et la Nouvelle-Zélande

Le 19 juin 2025, en marge du salon du Bourget, le secrétaire aux transports américain S. Duffy a [annoncé](#) le lancement d’une coopération multilatérale sur la mobilité aérienne avancée (Advanced Air Mobility – AAM) entre l’autorité de l’aviation civile des Etats-Unis (Federal Aviation Administration – FAA) et les autorités homologues du Royaume-Uni, du Canada, de l’Australie et de la Nouvelle-Zélande. Cette coopération vise à rendre possible le déploiement des AAM et leur intégration, en toute sécurité, dans les marchés et espaces aériens des cinq pays partenaires, associés au sein d’un réseau baptisé « National Aviation Authorities (NAA) Network ».

Elle repose sur :

- le développement d’une feuille de route pour la certification des appareils de mobilité aérienne avancée ([Roadmap for Advanced Air Mobility Aircraft Type Certification](#)). Ce document, évolutif, fournit une approche stratégique unifiée, structurée autour des éléments clés suivants : l’équilibre entre la sécurité et l’innovation, l’harmonisation des processus de certification, la collaboration et l’alignement entre partenaires, la validation collaborative des appareils entre autorités du réseau NAA, l’approche graduée et incrémentale des processus de certification et l’établissement de principes pour l’inclusion des AAM dans les accords bilatéraux nouveaux ou existants.
- la signature d’une [déclaration d’intention](#) soutenant les principes de la feuille de route et mettant en avant les principaux axes de collaboration : le maintien d’un niveau de sécurité approprié, la promotion d’un alignement international des normes de certification des AAM, le partage de résultats de recherche et de considérations réglementaires sur les AAM, ainsi que la minimisation des exigences redondantes. La déclaration d’intention souligne en particulier l’importance de disposer d’un cadre légal approprié pour soutenir l’échange de données sur la recherche, la certification et les risques de sécurité, permettant ainsi de simplifier les activités de validation des AAM au sein du réseau NAA.

A l’occasion de cette annonce, le secrétaire aux transports américain S. Duffy a déclaré : « *les eVTOL et toutes sortes d’appareils de mobilité aérienne avancée vont redéfinir la manière dont nous transportons les biens et les personnes. Comme [ils l’ont] fait pendant des décennies, les Etats-Unis travaillent avec [leurs] grands partenaires internationaux pour faire aboutir cette révolution pour voler en sécurité. Si nous ne le*

*faisons pas, nos adversaires combleront ce vide. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire cette erreur. »*

Indiquant en conclusion que les défis liés à la certification des AAM ne sont pas propres aux cinq pays de la coopération, le communiqué de l'administration fait part d'une intention d'élargir la coopération pour inclure d'autres pays dans le cadre d'un effort de collaboration véritablement mondial.

## Brèves

- Le 12 juin 2025, le président D. Trump a [promulgué](#) trois lois adoptées par le Congrès en mai, actant la révocation de dérogations spéciales (*waivers*) qui avaient été accordées aux autorités de Californie par l'Agence de protection de l'environnement sous l'administration Biden. Jusqu'à présent, l'Etat de Californie pouvait se prévaloir au plan juridique de ces dérogations pour imposer sur son territoire des normes d'émissions de polluants automobiles plus ambitieuses que la réglementation fédérale, entraînant en pratique l'alignement d'une dizaine d'autres Etats fédérés et stimulant de ce fait à l'échelle du pays une transition accélérée vers les véhicules électriques. Le gouverneur de la Californie, Gavin Newsom, a [annoncé](#) qu'il avait initié le même jour une action en justice contre l'administration Trump pour s'opposer à ces révocations.

# Agriculture et industrie agroalimentaire

## 5. Les organisations professionnelles agricoles américaines expriment de vives critiques vis-à-vis du rapport MAHA

Le 17 juin 2025, plus de 250 groupes agricoles américains ont adressé une [lettre](#) aux secrétaires à la santé Robert F. Kennedy et à l'agriculture Brooke Rollins, ainsi qu'à l'administrateur de l'agence de protection environnementale Lee Zeldin pour critiquer le rapport de la Commission « Make America Healthy Again » (MAHA) [publié](#) le 22 mai 2025, et plus généralement déplorer ses méthodes de travail.

Les organisations professionnelles relèvent un manque de transparence dans l'élaboration du rapport avec une absence de consultation des professionnels de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Selon elles, les nombreuses erreurs factuelles, les inexactitudes et les affirmations non prouvées scientifiquement qui y figurent ont suscité des inquiétudes inutiles et sans fondement quant à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire américain.

Ce rapport établit notamment des liens de cause à effet entre l'utilisation d'herbicides courants comme le glyphosate et l'atrazine

ou certains ingrédients alimentaires comme les colorants avec l'augmentation de certaines maladies chroniques chez les enfants.

Les rédacteurs de la lettre indiquent notamment que « *depuis la publication du rapport, il a été découvert que de nombreuses études référencées à l'appui d'informations erronées ont considérablement déformé leurs conclusions ou, dans certains cas, sont totalement inexistantes* ». Les organisations agricoles appellent les responsables politiques à reprendre la main sur les questions traitées par cette commission et à s'assurer de l'implication la plus étroite possible de toutes les parties prenantes lorsqu'il s'agira d'établir de nouvelles réglementations sur la base de ses travaux.

En rappelant leur engagement à contribuer « à l'objectif d'améliorer la santé de la population américaine », les responsables agricoles signataires de la lettre demandent que les politiques agricoles et alimentaires à venir s'appuient sur les données scientifiques les plus robustes possibles. A défaut, des mesures réglementaires contraignantes et infondées conduiraient à renchérir les coûts de production de la chaîne alimentaire américaine, et donc les prix pour les consommateurs, mais également rendraient plus compétitives les importations non soumises aux mêmes règles et affaibliraient l'indépendance alimentaire des Etats-Unis.

## Brèves

- Dans une [lettre](#) en date du 9 juin 2025, une coalition d'organisations agricoles demande à l'administration américaine de ne pas supprimer deux bureaux clés du Département d'Etat en charge des questions agricoles et du développement qui assurent la représentation des Etats-Unis auprès d'instances internationales du système de la FAO. Ils estiment que leur maintien est crucial pour défendre les intérêts agricoles américains et préserver le rôle dirigeant des Etats-Unis dans ces instances qui traitent de questions stratégiques en termes de normes commerciales comme le Codex Alimentarius ([Codex](#)) et la Convention internationale pour la protection des végétaux ([IPPC](#)).
- Le 16 juin 2025, le département de la sécurité intérieure a ordonné à l'Immigration and Customs Enforcement ([ICE](#)) de reprendre les opérations de contrôle du statut administratif de résident aux Etats-Unis des travailleurs étrangers des secteurs de l'agriculture et de l'hôtellerie/restauration après une [suspension](#) temporaire accordée la semaine précédente. Alors que 42% de la main d'œuvre agricole aux Etats-Unis est sans papiers selon une [étude](#) de l'USDA de 2022, cette politique inquiète tant les principaux responsables agricoles que les élus du Congrès, notamment les Républicains. Par des déclarations publiques à la presse ou par [communiqué](#), le président du Farm Bureau, Z. Duvall, celui des coopératives, C. Connor, et le président de la commission agricole du Sénat, J. Boozman (R-Arkansas), ont appelé à une clarification de la

politique de contrôle de ces travailleurs et, *a minima*, à plus de discernement dans l'arrestation et l'expulsion de ces travailleurs aujourd'hui indispensables au bon fonctionnement de la chaîne alimentaire ainsi qu'à une réforme rapide du régime des visas temporaires de travail agricole ([H2A](#)) dont les règles actuelles sont inadaptées aux besoins des employeurs.

## Numérique et innovation

### 6. Le sénat de l'Etat de New York adopte le RAISE Act encadrant les risques posés par les modèles d'IA puissants

Le 7 juin 2025, le sénat de l'Etat de New York a [adopté](#) le Responsible Artificial Intelligence in Strategic Enterprises (RAISE) Act, une proposition de loi visant à encadrer les risques générés par les modèles d'IA dits « de frontière ».

Le texte [impose](#) notamment aux développeurs de ces modèles — définis comme ceux ayant nécessité plus de 100 M\$ de dollars de puissance de calcul pour leur entraînement — de publier des rapports de sécurité détaillés et de notifier les incidents majeurs, tels que le vol d'un modèle dangereux par un acteur malveillant ou le fonctionnement anormal d'un système présentant des risques, aux autorités compétentes. Le RAISE Act exige également que ces acteurs anticipent si leurs systèmes pourraient générer des dommages critiques, tels que des blessures graves à au moins 100 personnes, des pertes supérieures à 1 Md\$, la fabrication d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires, ou la facilitation d'infractions prévisibles. Le texte prévoit des amendes pouvant aller jusqu'à 10 M\$ en cas d'infraction, et jusqu'à 30 M\$ en cas de récidive.

Le vote du texte a suscité l'opposition de plusieurs acteurs de l'industrie, dont l'AI Alliance — regroupant notamment Meta, IBM et Oracle — qui [dénonce](#) une législation imposant des obligations jugées lourdes et difficilement applicables. À l'inverse, l'association Encode AI, impliquée dans la conception du RAISE Act, [défend](#) une approche qu'elle considère proportionnée, ciblant uniquement les modèles les plus puissants et établissant des obligations de transparence claires.

Le texte doit désormais être examiné par la gouverneure de l'Etat, Kathy Hochul, qui dispose de dix jours pour signer le projet, le renvoyer à la chambre pour amendement ou y opposer son veto.

#### Brèves

- La presse [rapporte](#) que le Department of Justice examinerait l'acquisition prévue par Alphabet (maison mère de Google) de la société de cybersécurité Wiz Inc. pour 32 Md\$, en vue d'une possible non-conformité aux loi antitrust.
- Le 13 juin 2025, l'armée de terre américaine a [annoncé](#) la création d'un corps de réserve dédié à l'innovation



technologique, visant à recruter des cadres dirigeants du secteur technologique comme conseillers à temps partiel. Des responsables techniques de Meta, Palantir et OpenAI figurent parmi les premiers nommés ; ils serviront 120 heures par an pour la conseiller sur l'acquisition de technologies commerciales et le déploiement de solutions d'intelligence artificielle.

- Le 16 juin 2025, le Department of Defense américain a [attribué](#) à OpenAI un contrat d'un montant pouvant atteindre jusqu'à 200 M\$ pour [développer](#) des capacités avancées d'intelligence artificielle appliquées à la cybersécurité et aux opérations militaires jusqu'en juillet 2026.
- Le 18 juin 2025, le Sénat a [confirmé](#) la nomination d'Olivia Trusty au poste de commissaire à la Federal Communications Commission, portant à trois le nombre de membres du collège de l'agence, montant minimal légalement requis pour permettre son fonctionnement, et le rétablissement d'une majorité républicaine en son sein.
- Le 19 juin 2025, le président D. Trump a [signé](#) un décret prolongeant de 90 jours le délai accordé à ByteDance pour se conformer à la loi imposant la cession de TikTok ou son retrait du marché américain. Il s'agit du troisième report de l'application de ce texte, qui devait initialement entrer en vigueur le 19 janvier 2025.

## Santé

### 7. Le Commissaire de la FDA M. Makary affirme vouloir transformer son agence

Le 17 juin 2025, à l'occasion de la Convention internationale BIO à Boston, dédiée aux biotechnologies, le Commissaire de la Food and Drug Administration (FDA), M. Makary, a [échangé](#) avec le Président de la principale fédération du secteur, la Biotechnology Innovation Organization. Durant cette discussion, M. Makary a notamment évoqué les réformes annoncées par l'administration américaine concernant le fonctionnement et les ressources allouées à la FDA, affirmant en particulier que, malgré les suppressions de postes au sein de l'agence, cette dernière avait « *trouvé ses forces* ». M. Makary a souligné que les réductions d'effectifs mises en œuvre ne concernaient pas les examinateurs scientifiques ou les inspecteurs de la FDA et a affirmé qu'il s'assurerait que « *chaque scientifique, inspecteur et agent de la FDA dispose de toutes les ressources nécessaires pour bien faire son travail* ». Le Commissaire est aussi revenu sur les innovations en cours au sein de l'agence afin de réduire les délais d'examen de demande d'autorisation de mise sur le marché de produits de santé, avec la mise en place d'un projet pilote « *bon d'examen prioritaire au titre de l'intérêt national* » permettant à

certaines entreprises aux objectifs alignés sur les priorités nationales de bénéficier d'un examen en 1 à 2 mois contre 10 à 12 en moyenne actuellement. Ce programme d'examen prioritaire a été officiellement lancé par la FDA peu après l'intervention de M. Makary à Boston.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

[washington@dgtrésor.gouv.fr](mailto:washington@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)